

# Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas

**Christine Roguet** - christine.roguet@ifip.asso.fr

**Ifip-Institut du porc**

Delphine Neumeister et Anne-Charlotte Dockès

**Institut de l'Élevage**

Pascale Magdelaine

**Itavi**

Dans un contexte d'interpellations sociales fortes adressées à l'élevage, une analyse des controverses sur l'élevage a été réalisée en France en 2013. Un travail similaire a été mené en 2015 dans cinq pays de l'UE (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie). L'objectif était d'observer si les controverses différaient entre pays et, dans un marché unique, d'appréhender leur impact sur l'évolution des modes d'élevage et la segmentation des marchés.

## Les thèmes de débat sur l'élevage

Le classement des controverses sur l'élevage en France en quatre registres (impacts environnementaux, bien-être animal, risques sanitaires, organisation de l'élevage)<sup>1</sup> se révèle pertinent pour l'analyse dans les autres pays étudiés. Cependant, leur virulence varie. Les controverses sont très actives dans le nord de l'Europe, sur de nombreux sujets, portées par de puissantes associations nationales. Porcs et volailles sont les premières cibles, en lien avec leur mode d'élevage (confinement, densité, nombre d'animaux).

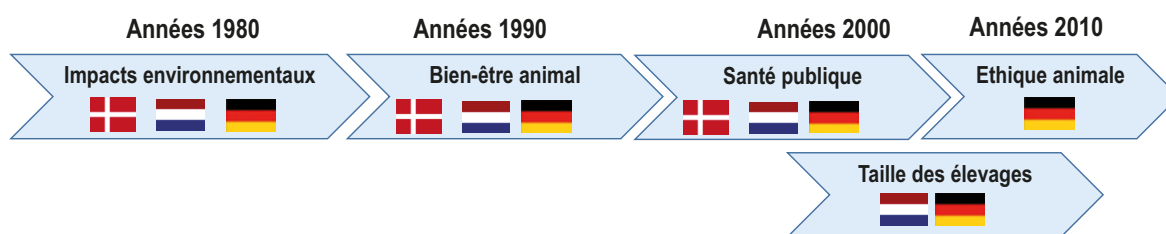


Figure 1. Frise d'apparition des controverses sur l'élevage en Allemagne, Danemark et Pays-Bas

Aux Pays-Bas, les débats sur l'élevage portent sur ses impacts sur l'environnement, problématique la plus ancienne (Figure 1), en lien avec une densité animale très forte ; le bien-être animal, problématique plus récente mais devenue centrale ; la santé publique (antibiorésistance, épizooties, zoonoses) ; le modèle d'élevage (taille des troupeaux, accès au pâturage).

Au Danemark, le trio de tête des controverses sur l'élevage est aujourd'hui l'antibiorésistance, le bien-être animal et les impacts environnementaux. Contrairement à l'Allemagne et aux Pays-Bas, la taille des élevages ne fait pas débat.

En Allemagne, après une décennie de croissance très dynamique des productions animales, leur acceptation sociale a diminué de façon spectaculaire depuis le début des années 2010. Les débats sont vifs sur tous les sujets, exprimant un rejet global d'un modèle d'élevage dit « intensif », caractérisé par des concentrations importantes d'animaux, leur confinement et une suspicion sur la qualité des produits.

## Les orientations données par les principaux acteurs des débats

### Préconisations et réglementations

Dans les trois pays étudiés, la recherche joue un rôle actif dans les controverses sur l'élevage en formulant des recommandations et en participant à la conception de modèles d'élevage plus durables. En Allemagne par exemple, les grandes lignes de l'élevage à l'horizon 2035, tracées par Spiller et Knierim, chercheurs de renom, ont été reprises dans le rapport du conseil consultatif pour la politique agricole du pays<sup>2</sup> (Tableau 1).

Sur le plan réglementaire, dans un marché unique, les mesures de protection des animaux d'élevage sont fixées à l'échelle européenne pour éviter les distorsions de concurrence. Mais des spécificités nationales (sensibilité, marchés) conduisent certains États à fixer des obligations plus élevées.

Tableau 1. Recommandations pour un élevage durable sur le bien-être animal




Conditions d'élevage
(1) En 2035, l'élevage strictement en bâtiment ne sera plus accepté => offrir un accès à l'air libre, pour les vaches au pâturage. (2) Structurer le bâtiment en différents domaines fonctionnels : couchage, alimentation, exercice. (3) Offrir un espace suffisant sans immobilisation permanente (4) Offrir des équipements et matériaux de manipulation conformes aux besoins de l'espèce
Pratiques
(5) Arrêter les mutilations et réaliser sous anesthésie les autres interventions potentiellement douloureuses. (6) Mettre en place un système de contrôle obligatoire de la santé et du comportement des animaux. (7) Réduire la consommation de médicaments. (8) Elever le niveau de formation, de connaissances et de motivation des personnes en charge d'animaux.
Sélection génétique
(9) Mieux prendre en compte les caractéristiques fonctionnelles des animaux (vêlage naturel, croissance).

Source : Spiller et Knierim (2014)

### Cahiers de charges et labels

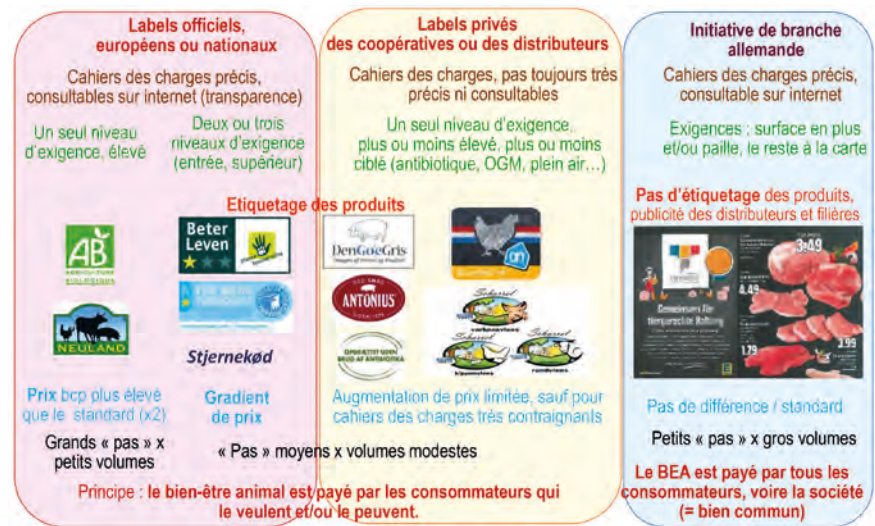
Dans les trois pays étudiés, les ONG ont créé ou participé à la création de labels (Tableau 2) pour différencier les produits animaux selon les modes de production qu'elles soutiennent (tailles d'élevage limitées, faibles densités, liberté de mouvement des animaux, matériaux manipulables, accès à l'air libre, pas de mutilations de la queue, du bec ou des cornes). Les distributeurs créent aussi leurs propres labels, avec des cahiers des charges moins exigeants et des parts de marché significatives.

Tableau 2. Labels « bien-être » des ONG de protection animale

Pays-Bas	Danemark	Allemagne
 3 niveaux (étoiles)	 3 niveaux (étoiles)	 2 niveaux (étoiles)
2007	2009	1988
<b>Viande</b> (porc, poulet, bovin), <b>œufs</b>	<b>Viande</b> (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), <b>œufs</b>	<b>Viande</b> (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), <b>œufs</b>
3 étoiles = bio	bio	3 étoiles = bio
		bio
		2 étoiles = Neuland

Enfin, l'Initiative Tierwohl des filières porcines et avicoles allemandes, lancée en 2013, vise à améliorer les conditions d'élevage sans entamer leur compétitivité<sup>3</sup>. En 2016, elle concerne 33 % de la production allemande de poulets de chair, 24 % de dindes et 8 % de porcs. Les éleveurs volontaires choisissent dans une liste des points à améliorer. Leurs surcoûts sont compensés par des bonus versés par un fonds alimenté par les distributeurs à partir d'un prélèvement sur chaque kilo de viande vendu dans le pays. Il n'y a pas d'étiquetage des produits, ni de différence de prix. Tous les consommateurs paient pour plus de bien-être animal, un bien commun (Tableau 3).

Tableau 3. Différenciation des marchés



## En conclusion

Les demandes de la société conduisent à faire évoluer les modes d'élevage, sous l'effet de la réglementation, des préconisations de la recherche ou des labels. Les produits biologiques, plébiscités par les ONG, et les labels bien-être très exigeants ont partout des parts de marché très limitées, en raison de leur prix. Face à ce constat, les distributeurs et les filières ont développé des produits étiquetés selon le mode d'élevage, à des prix plus accessibles. Ils se positionnent entre le standard à bas prix et le bio deux fois plus cher. Ces initiatives s'inscrivent dans un mouvement plus général, dans l'UE, pour la création d'un étiquetage selon le mode de production de la viande et du lait. En attendant, les initiatives privées vont concerner des volumes croissants et significatifs du marché intérieur communautaire. En s'adressant directement aux consommateurs, elles joueront un rôle probablement déterminant dans l'évolution des modes d'élevage et des segmentations de marché.

Cette étude s'inscrit dans un projet de recherche de trois ans, ACCEPT, financé par le CASDAR.

Ce texte est issu de l'article « Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas : analyse, confrontation avec le sud de l'UE et enseignements » publié dans *Notes et études socio-économiques* (n°40, Mai 2016, 65-91).

## RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup> Delanoue E., Roguet C., 2015. Acceptabilité sociale de l'élevage : recensement et analyse des principales controverses à partir des regards croisés de différents acteurs. *INRA Prod. Anim.*, 2015, 28(1), 39-50.
- <sup>2</sup> WBA, 2015. Wege zu einer gesellschaftlich akzeptierten Nutztierhaltung. Kurzfassung des Gutachtens. Wissenschaftlicher Beirat für Agrarpolitik beim Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft, März 2015, 78 pages.
- <sup>3</sup> Roguet C., Rieu M., 2014. La filière porcine allemande face aux demandes de société : des labels privés à l'initiative collective. *Les Cahiers de l'IFIP*, 1(1), 1-12.